

Tunis, le 10/04/2019

Note N° 23

Objet : Programmes et mesures pratiques pour la répression du blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme et la prolifération des armes.

Le Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance,

Vu la loi organique n°2015-26 du 7 août 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchiment d'argent telle que modifiée et complétée par la loi organique n°2019-9 du 23 janvier 2019 et notamment ses articles 107 et 115,

Vu le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014,

Vu la loi n° 2018-52 du 29 octobre 2018 relative au registre national des entreprises,

Vu le décret n° 2012-2128 du 28 septembre 2012, fixant les modalités de fonctionnement de l'autorité de contrôle de la micro finance,

Vu le décret gouvernemental n°2019-52 du 21 janvier 2019 portant organisation administrative et financière du Centre national du registre des entreprises,

Vu le décret gouvernemental n°2019-53 du 21 janvier 2019 relatif à la fixation des conditions et des procédures du certificat de la réservation, de la raison sociale, et du nom commercial,

Vu le décret gouvernemental n°2019-54 du 21 janvier 2019 relatif aux modalités et critères de fixation du bénéficiaire effectif,

Vu le décret gouvernemental n° 2019-72 du 1^{er} février 2019, portant sur les procédures de mise en œuvre des résolutions prises par les instances onusiennes compétentes liées à la répression du financement du terrorisme et la répression de la prolifération des armes,

Vu l'arrêté du ministre des finances du 1^{er} mars 2016, portant fixation des montants prévus aux articles 100, 107, 108, 114 et 140 de la loi n° 2015-26 du 7 août 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent,

Vu la décision de la Commission Tunisienne des Analyses Financières n° 2017-01 du 2 mars 2017 portant principes directeurs relatifs à la déclaration des opérations et transactions suspectes,

Vu la décision de la Commission Tunisienne des Analyses Financières n°2017-02 du 2 mars 2017 portant principes directeurs aux professions financières sur la détection et la déclaration des opérations et transactions suspectes,

Vu la décision de la Commission Tunisienne des Analyses Financières n° 2017-03 du 2 mars 2017 relative aux bénéficiaires effectifs telle que modifiée et complétée par la décision de la Commission Tunisienne des Analyses Financières n° 2018-10 du 08 juin 2018,

Vu la note ACM n° 13 du 15 mars 2017 relative aux programmes et mesures pratiques pour la répression du blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme,

Vu les délibérations du conseil d'administration de l'ACM du 21 mars 2019,

Porte à la connaissance des institutions de microfinance ce qui suit :

A- L'objet de la note ACM n° 13 du 15 mars 2017 est modifié comme suit :

Objet : Programmes et mesures pratiques pour la répression du blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme et la prolifération des armes.

B- Le premier paragraphe de la partie introductive de la note ACM n° 13 du 15 mars 2017 est modifié comme suit :

Partie introductive premier paragraphe (nouveau) :

En vertu des dispositions de l'article 115 de la loi organique 2015-26 du 7 août 2015 susvisée, l'autorité de contrôle de la microfinance est chargée d'élaborer les programmes et les mesures pratiques selon l'approche basée sur les risques pour la lutte contre les infractions de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, et le suivi de leur mise en œuvre.

C- Est ajouté à la partie introductive de la note ACM n° 13 du 15 mars 2017 un troisième paragraphe comme suit :

Partie introductive troisième paragraphe :

Les institutions de microfinance doivent, en leur qualité d'intermédiaire en assurance, appliquer les programmes et mesures pratiques indiqués au niveau du règlement du Comité Général des Assurances relatif aux mesures de vigilance pour la lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes et la répression du blanchiment d'argent dans le secteur des assurances.

D- L'expression " et/ou microassurance " est supprimée au niveau des premier et deuxième paragraphes de la sous-section 2 "Les procédures à suivre pour vérifier l'identité du client " de la section I "Les mesures de diligence à l'égard des clients"

E- Le troisième tiret du quatrième paragraphe de la sous-section 2 " Les procédures à suivre pour vérifier l'identité du client " de la section I " Les mesures de diligence à l'égard des clients " est modifié comme suit :

Quatrième paragraphe troisième tiret (nouveau) :

- Prendre les mesures nécessaires pour vérifier, au moment de nouer la relation d'affaires ou de réaliser une transaction ou une opération occasionnelle et par la suite périodiquement, que le client ne figure pas sur la liste des personnes ou des organisations dont le lien avec des crimes terroristes ou des crimes de financement de la prolifération d'armes de destruction massive est établi par les organismes internationaux compétents ou par la commission nationale de lutte contre le terrorisme. Les institutions de microfinance doivent :
 - ✓ procéder au gel des biens appartenant aux clients figurant sur ladite liste et déclarer sans délai à la commission nationale de lutte contre le terrorisme les opérations de gel qu'elles ont accomplies conformément aux dispositions de l'article 103 de la loi n°2015-26 susvisée.
 - ✓ s'interdire de réaliser toute opération avec ces personnes et déclarer à la Commission Tunisienne des Analyses Financières les transactions que celles-ci envisagent de réaliser.

F- Les deuxième et troisième tirets du premier paragraphe de la section IV "Les obligations d'information à l'égard de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance " sont modifiés comme suit :

Premier paragraphe deuxième tiret (nouveau) :

- Les règles écrites fixant les mesures de diligence en matière de répression du blanchiment d'argent et de lutte contre le financement du terrorisme ainsi que tout changement qui y a été introduit, dans un délai ne dépassant pas dix jours de leurs dates d'adoption.

Premier paragraphe troisième tiret (nouveau) :

- Les cartographies des risques relatifs au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme ainsi que tout changement qui y a été introduit, dans un délai ne dépassant pas dix jours de leurs dates de mise en œuvre.

G- Sont ajoutées à la note ACM n° 13 du 15 mars 2017 les sections II, IV et VII comme suit :

II. Les mesures de diligence à l'égard du bénéficiaire effectif :

En application de l'article 8 du décret-loi n° 2011-117 susvisé les institutions de microfinance ne peuvent accorder des microfinancements qu'aux personnes physiques.

Les institutions de microfinance doivent s'assurer préalablement à l'octroi de tout microfinancement, que les fonds à verser au client sont destinés à :

- financer une activité génératrice de revenus dans laquelle le client est directement impliqué ; ou
- financer des besoins visant l'amélioration des conditions de vie du client.

IV. Les mesures de diligence renforcée :

1. Les mesures de diligence renforcée à l'égard des personnes politiquement exposées :

Les institutions de microfinance doivent, en sus des mesures prévues par les titres I et II de la présente note, apporter une vigilance renforcée pour leurs relations avec les personnes politiquement exposées telles que définies par la loi organique n°2015-26 susvisée et doivent à cet effet :

- a) mettre en place les systèmes de gestion des risques permettant de déterminer si le client est une personne politiquement exposée ;
- b) obtenir l'autorisation de nouer ou de poursuivre selon le cas une relation d'affaires avec une telle personne, du premier responsable de l'institution et du responsable du contrôle de la conformité ;
- c) prendre des mesures raisonnables pour comprendre l'origine du patrimoine et des fonds des clients identifiés comme des personnes politiquement exposées ; et
- d) assurer une surveillance continue et renforcée de cette relation.

Ces mêmes dispositions s'appliquent aux proches des personnes politiquement exposées ainsi qu'aux personnes ayant des rapports étroits avec celles-ci.

Sont considérés, comme personnes proches des personnes politiquement exposées, les membres directs de leur famille : les ascendants et descendants au premier degré ainsi que leurs conjoints.

Est considérée comme personne ayant des rapports avec les personnes politiquement exposées, toute personne physique connue comme entretenant avec celles-ci des liens d'affaires étroits.

2. Les mesures de diligence renforcée à l'égard des personnes présentant un profil de risque élevé:

Les institutions de microfinance doivent soumettre leurs relations d'affaires à une diligence renforcée lorsqu'elles sont :

- des clients présentant un profil de risque élevé dans le cadre du profilage et du filtrage de la clientèle, et
- des clients jugés à risque élevé par référence à l'évaluation nationale des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

3. Les mesures de diligence renforcée à l'égard des opérations ou transactions utilisant des technologies nouvelles ou en développement :

Les institutions de microfinance doivent mettre en place un dispositif permettant de prévenir les risques inhérents à l'utilisation des nouvelles technologies à des fins de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme. À cet effet, elles doivent se doter de dispositifs de gestion des risques permettant d'identifier et d'évaluer les risques de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme pouvant résulter :

- du développement de nouveaux produits et services, y compris de nouveaux canaux de distribution ; et
- de l'utilisation de technologies nouvelles ou en développement en lien avec de nouveaux produits ou des produits préexistants.

L'évaluation des risques doit avoir lieu avant le lancement de nouveaux produits ou services ou avant l'utilisation de technologies nouvelles ou en développement. Les institutions de microfinance doivent prendre les mesures appropriées pour gérer et atténuer ces risques ainsi que les risques spécifiques liés aux relations d'affaires et aux transactions qui n'impliquent pas la présence physique des parties.

VII. Les sanctions :

Tout manquement aux obligations prévues par la présente note expose l'institution de microfinance contrevenant aux sanctions disciplinaires prévues par la réglementation en vigueur et notamment la loi organique n°2015-26 du 7 août 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchiment d'argent telle que modifiée et complétée par la loi organique n°2019-9 du 23 janvier 2019 et le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014.

H- Les numéros des sections II, III et IV de la note ACM n° 13 du 15 mars 2017 sont devenus respectivement III, V et VI.

Le Directeur Général de
L'Autorité de Contrôle de la
Microfinance

Mehrezou Mohamed MANSOUR